

Élections européennes 2014
Un « Six-Pack » europrogressiste

Edito

Dans le cadre des élections européennes, **Sauvons l'Europe** propose un pacte europrogressiste. Nous ne nous résignons pas à ce que l'Europe ne soit qu'un sujet de niche pour spécialistes et que les élections de 2014 deviennent un exutoire populaire où il sera peu question de l'avenir de l'Europe. Il est de notre responsabilité de nous opposer fermement à toute tentation de repli national et de proposer une alternative pro-européenne et progressiste aux inquiétudes et attentes des citoyens européens. Les mesures politiques que nous promouvons permettront une amélioration pour le fonctionnement de l'Europe, la vie des Européens et la place de l'Europe dans le monde.

Ce Six-Pack s'inscrit dans l'objectif de l'émergence d'une coalition europrogressiste majoritaire au Parlement Européen plaçant ainsi la droite conservatrice dans l'opposition.

Notre « Six-Pack » europrogressiste

Une Europe démocratique

Un système politique sans coalition de majorité ni partis d'opposition n'est qu'une technocratie habillée. Par conséquent, le président de la Commission ne peut être que l'émanation directe de la coalition majoritaire au Parlement et l'ensemble de la Commission doit être compatible avec cette majorité dont elle mettra en œuvre le projet et devant laquelle elle est responsable.

Pour la démocratisation du système européen, il est fondamental que les citoyens aient pu identifier les candidats à la présidence de la Commission, les partis politiques qui les soutiennent et le projet politique qu'ils portent. Pourtant, si l'ensemble des autres membres de la Commission est nommé par les gouvernements nationaux en fonction de leurs équilibres politiques propres, l'orientation politique de la Commission restera largement indépendante du résultat des élections. Il est donc nécessaire qu'une négociation intervienne entre le président de la Commission et la majorité parlementaire d'un côté, et les États membres de l'autre pour parvenir à des nominations qui aboutissent à une Commission compatible avec le projet politique choisi par les électeurs.

Une Europe ambitieuse

Le budget européen doit progresser pour atteindre au moins 4 % du PIB européen, et l'Union pouvoir s'appuyer sur des administrations de contrôle efficaces. L'Europe doit avoir les moyens de ses ambitions dans différents domaines : innovations dans le domaine énergétique, lutte contre la fraude fiscale, intervention d'urgence en Europe ou dans le Monde, soutiens aux salariés précaires ou accompagnements des mutations économiques.

Le nouveau budget commun doit représenter, non pas 1 % de la richesse de l'Union européenne, mais entre 4 et 7 %, afin de pouvoir mener de grandes politiques identifiables qui améliorent la vie des citoyens. Cette augmentation du budget sera financée par la création d'impôts européens se substituant à une part de la pression fiscale nationale autour de 2 axes :

- recherche de l'efficacité fiscale européenne en démontrant une économie d'échelle avant de substituer un impôt européen à un impôt national. Ces impôts européens cibleront ainsi en particulier les revenus qui bénéficient le plus de la concurrence fiscale et de la liberté des capitaux ;
- recherche de l'efficacité dans la dépense publique avec, par exemple, la mise en place d'un corps d'inspection européen contre la fraude car le grand marché ne peut pas exister s'il tolère les fraudes de grandes envergures. Cette autorité européenne d'enquête doit assurer que les bénéfices sont imposés là où ils ont été créés. La lutte contre les contrebandes devra être encore intensifiée car elles représentent, pour le tabac et les médicaments, autant d'argent perdu pour les États que les recettes espérées de la taxe sur les transactions financières.

Une Europe des libertés

Créer une Agence européenne des libertés qui ait pour mission de préserver les libertés publiques et individuelles sur l'ensemble du territoire européen.

L'âme de l'Europe a été la paix, la volonté de rendre impossible le retour de la guerre civile européenne. Elle s'est ensuite chargée d'une promesse de prospérité partagée. Il faut aujourd'hui qu'elle protège et assure la liberté de chaque personne sur le continent. La crise

économique et sociale durcit les passions et libère les ressentiments, bousculant la légitimité de gouvernants tentés de les chevaucher. L'Europe doit se doter d'un instrument à la mesure des dangers : une Agence européenne des libertés capable de saisir les justices nationales et européennes pour assurer le maintien des libertés et des droits individuels, fondements de la démocratie.

Une Europe écologique

Réaliser la transition vers une agriculture biologique et autosuffisante en 2035.

Les ressources de la planète ne sont pas inépuisables et la pollution accumulée de notre environnement fragilise chacun de nous. L'Europe doit être à la pointe du développement durable en inventant et en généralisant des systèmes massifs de réduction de notre empreinte écologique. Elle doit également reprendre le contrôle de ce qui fut et reste sa plus grande politique intégrée : l'agriculture. Dans le cadre d'une politique mondiale de la maîtrise de l'alimentation, l'Europe doit se fixer pour but dans 20 ans, pour réduire sa dépendance et assainir notre nourriture, d'atteindre une autosuffisance agricole dans un cadre de culture biologique.

Une Europe solidaire

Mettre en place un pacte social européen en équilibrant les critères de Maastricht par des critères sociaux assurant une solidarité entre les générations en Europe.

L'économie ne peut être la seule obsession des institutions européennes. Il faut rassembler les citoyens européens sur des objectifs sociaux, pour construire une Europe où la dignité de chaque personne est pleinement reconnue et respectée. Les jeunes, victime d'un chômage massif et historique, seront-ils en mesure demain de soutenir les retraités dans une Europe vieillissante ? Les critères de Maastricht doivent s'enrichir de critères sociaux contraignants pour les États et devant conduire à une convergence vers le haut. Ces critères doivent porter en particulier sur l'éducation, la lutte contre la pauvreté, l'insertion des jeunes dans le monde du travail et l'accès à la santé.

Une Europe ouverte

L'expérience de la liberté, de la démocratie et de l'État de droit en Europe a ouvert d'autres horizons pour une partie importante de la jeunesse habitant l'autre rive de la Méditerranée. Cette aspiration doit être maintenue et renforcée grâce à un programme Erasmus euro-méditerranéen pour les étudiants, les jeunes professionnels et les entrepreneurs.

C'est en Tunisie, pendant le printemps arabe, que nous avons pris conscience de l'importance fondamentale dans l'expérience révolutionnaire de la circulation des jeunes entre les deux rives de la Méditerranée. Les séjours en Europe des étudiants, puis des jeunes professionnels, leur ont offert la connaissance quotidienne de ce qu'est une démocratie, qu'ils ont partagée à chacun de leurs retours. Maintenir cette capacité de circulation est un geste de solidarité essentiel avec les forces de transition démocratique dans le monde arabe. Pour ceci, nous proposons un programme Erasmus euro-méditerranéen dont nous avons fait approuver le principe par le Parlement Européen le 15 septembre 2011 (389 eurodéputés soutenant la déclaration écrite) et que François Hollande a repris à son compte pendant la dernière campagne présidentielle.

